

SCANDALEUX : 9 MILLIONS DE MAL-LOGÉES ET COMBIEN QUI PAYENT TROP POUR LEUR LOGEMENT ?

UN TOIT?? UN DROIT!!!

La crise financière, née de la politique du « tous propriétaire » au USA, précipite le monde dans la récession et le chômage. Les salariés, les investissements public et les budgets sociaux sont menacés.

Face à la crise du logement en France, l'Etat-UMP n'a qu'une réponse : la même « obligation » de devenir propriétaire, la casse du logement social au profit du marché et l'expulsion de ceux qui ne peuvent plus payer

ALERTE ! LA LOI BOUTIN C EST :

LA CASSE DU LOGEMENT SOCIAL AU PROFIT DU MARCHE

Les aides à la construction de logements sociaux baissent (-30% pour 2009), le financement du logement social est remis en cause avec le détournement de cet épargne au profit du marché, les offices HLM sont obligés de vendre 1% du parc social par an (40 000 logements). Les loyers HLM seront dérégulés pour s'aligner sur la logique du privé. Le patronat est autorisé à s'exonérer du paiement du 1% logement en échange du rétablissement du « logement patronal ». Le code de l'urbanisme est remis en cause pour favoriser les milieux de l'immobilier écartant tout débat démocratique. Il s'agit de s'en remettre aux promoteurs privés pour « Faire la Ville » tandis que les cadeaux fiscaux aux bailleurs privés se poursuivent sans réelle contrepartie sociale

LA GHETTOISATION URBAINE ORGANISEE

L'accès au HLM se réduit (-10 %) et l'application drastique du surloyer va pousser vers la porte tous les locataires qui ont un revenu moyen. La loi SRU, qui impose aux communes 20% de logements sociaux, est torpillée, car les logements en accession sociale à la propriété seront désormais comptabilisés

L'ARRIVEE DU BAIL CPE!

C'est la fin du droit au maintien dans le logement pour les locataires « privilégiés » dépassant les plafonds de ressources et pour ceux en situation de sous occupation du logement. Cette réforme s'accompagne d'une augmentation des expulsions locatives, qui ont déjà été multipliées par 10 en dix ans !

MANIF LE 11 OCTOBRE

14H MÉTRO BOURSE

LES RAISONS DE LA CRISE

L'INADÉQUATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS

En 2006, 440 000 logements mis en chantier, mais seulement 55 000 vraiment sociaux

UNE PRODUCTION DE HLM INSUFFISANTE

Il a manqué 800 000 constructions de HLM depuis 15 ans pour répondre aux besoins. De plus, l'Etat encourage la vente des HLM

L'ETAT AIDE LA SPÉCULATION

Il accorde autant à chaque investissement locatif privé « De Robien », que pour un logement social ! C'est 80 000 logements spéculatifs concernés par an, soit presque le double que de HLM construits

DES AIDES À LA PERSONNE EN RECU

Elles servent essentiellement à accompagner la hausse des loyers : ces aides finissent dans le portefeuille des propriétaires et représentent les 2/3 du budget logement de l'Etat. Elles ne jouent plus leur rôle social et dopent la spéculation



nos espoirs, nos colères, nos espoirs, nos colères, nos espoirs, nos colères, nos espoirs, nos colères



Mouvement Jeunes Communistes

- www.jeunes-communistes.org -



Engage-toi !

Il s'agit aujourd'hui de résister au gouvernement de Sarkozy mais aussi de construire concrètement, ensemble, les réponses à la crise actuelle.

La politique ne doit pas être un débat d'expert. Nous avons toutes et tous notre mot à dire !

Si nous ne nous engageons pas, de quelque manière que se soit, si en tant que citoyen nous ne nous battons pas pour notre droit à nous exprimer et à participer aux décisions qui engagent notre avenir, nos conditions d'études et de vies se dégraderont.

Le Mouvement des Jeunes Communistes c'est la possibilité d'être en contact dans ton lycée, ta fac, ton entreprise et nationalement avec d'autres jeunes pour participer avec le plus grand nombre à la construction d'une société de partage des pouvoirs, des savoirs et des richesses.

C'est ce que nous appelons le Communisme.

Sur 2,2 millions d'étudiant. Seuls 150.000 ont une chambre en cité universitaire. Pourtant 900.000 étudiants ont un logement autonome et seules 10% des demandes de chambres en cité U sont honorées. 1,3 millions d'étudiants continuent de vivre chez leurs parents.

Pour les jeunes travailleurs, la précarité du logement conduit souvent à accepter n'importe quel emploi.

Nous proposons de mettre en place un service public de l'habitat et de se donner l'objectif de construire 120.000 logements sociaux par an. Les maires qui ne respecteront pas la loi SRU (qui impose aux municipalités de construire 20% de logement social) seront déclarés inéligibles.

Le coût du logement sera limité à 20% des revenus du foyer.

Le budget logement sera porté à 2% du PIB.

Ce service public du logement doit permettre aussi de sécuriser l'accès au logement dans le privé, en prenant en compte les défauts de paiement, par exemple.

Une partie du logement social doit être réservé aux étudiants et jeunes travailleurs. Un effort particulier doit être fait pour construire du logement étudiant (résidence universitaire) et améliorer le parc de Foyers jeunes travailleurs.

Pour résister et inventer, je m'organise avec les jeunes communistes !

Pour être informé des luttes et participer à l'alternative, je laisse mes coordonnées

Nom : Prénom : Âge :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Portable :
E-mail :

Mouvement Jeunes Communistes de France 2 place du Colonel Fabien – 75019 Paris Tél. 01.40.40.12.45 –

Mail : mjcf@jeunes-communistes.org Site web: www.jeunes-communistes.org